



Terrorisme (Novembre 2021)

Les personnes à risques

Le Service de renseignement de la Confédération (SRC) publie régulièrement le nombre de cas traités dans le cadre de sa mission de prévention du terrorisme. En novembre 2021, le SRC a enregistré 41 personnes à risques et 91 voyageurs du djihad. Le nombre de cas traités par son monitoring du djihad est passé de 700 en juin 2021 à 712 en novembre 2021.

Le terme de « personnes à risques » désigne les individus qui, aujourd'hui, représentent un risque élevé et une menace prioritaire pour la sécurité intérieure et extérieure de la Suisse. Le nombre de personnes à risques se monte actuellement à 41 (45 en juin 2021). Parmi elles figurent des djihadistes et des individus qui soutiennent ou encouragent toutes formes de terrorisme.

Les personnes à risques sont recensées par le SRC selon une combinaison de critères très précis, une référence concrète à la violence étant décisive. Toutes les personnes à risques font l'objet d'un signalement à l'Office fédéral de la police (fedpol) et au Ministère public de la Confédération. Le SRC traite ces cas en coordination avec les cantons et les autorités concernés et met en œuvre les mesures de prévention qui entrent dans son champ de compétence. La liste des personnes à risques fait l'objet d'une évaluation constante, les cas qui ne sont plus pertinents n'étant plus recensés par le SRC.

Monitoring du djihad: le nombre de cas traités passe de 700 à 712

Dans le cadre de la prévention du terrorisme, le SRC procède également à un monitoring des sites Internet publics ainsi que des médias et des forums sociaux spécifiques utilisés par les djihadistes. Depuis 2012 et jusqu'à ce jour, 712 internautes (700 en juin 2021) ont été repérés par le SRC après avoir diffusé en Suisse ou à partir de notre pays du matériel prônant l'idéologie djihadiste, ou en se connectant avec des personnes en Suisse ou à l'étranger qui défendent les mêmes idées. Lorsque des éléments indiquent qu'une personne s'est radicalisée, le SRC peut, dans le cadre de son mandat légal, organiser des auditions préventives et demander des mesures relevant du droit des étrangers, telles que des interdictions d'entrée en Suisse, des expulsions, des révocations du statut de séjour et des signalements de recherches de personnes. Lors de soupçons d'actes répréhensibles, le SRC transmet ces cas aux autorités de poursuite pénale.

91 voyageurs du djihad

Dans le cadre de la prévention du terrorisme, le SRC procède depuis 2001 au recensement et au suivi opérationnel des cas de Suisses s'étant rendus en zone de djihad. Ces chiffres sont par conséquent cumulatifs. La collaboration avec les autorités cantonales et fédérales (Ministère public de la Confédération, Département fédéral des affaires étrangères, offices fédéraux de la justice, de la police, Secrétariat d'Etat aux migrations, gardes-frontières, etc.) est étroite et permanente.

Le nombre de voyageurs motivés par le djihad qui, partis de Suisse, ont été ou sont actuellement dans des zones de conflits est de 91 cas. Depuis 2001 et jusqu'à aujourd'hui, 77 départs ont été recensés vers la Syrie et l'Irak, 13 vers la Somalie, l'Afghanistan et le Pakistan, et un aux Philippines. Certains de

ces voyageurs sont encore sur place ou passent d'une zone de conflits à une autre et 32 personnes sont décédées. Le nombre des retours se monte à 16. Parmi les 91 cas figurent 30 personnes détentrices de la nationalité suisse (dont 15 binationaux). Le SRC ne fournit pas d'autres indications sur l'identité, l'âge, la nationalité ou le domicile de ces personnes.

Parmi les voyageurs du djihad qu'il a recensés, le SRC estime à une douzaine le nombre de femmes ayant un lien avec la Suisse s'étant rendues en Syrie ou en Irak. Par ailleurs, le SRC estime que cinq enfants ayant au moins un parent au bénéfice de la nationalité suisse se trouvent actuellement en zones de conflits. Ces enfants ne sont toutefois pas comptabilisés dans la statistique globale. Selon le SRC, une vingtaine de voyageurs du djihad au bénéfice de la nationalité suisse (hommes, femmes et enfants) se trouveraient actuellement dans la zone de conflits irako-syrienne. En raison de l'instabilité politique qui règne dans la région, ce chiffre pourrait toutefois encore être amené à évoluer.

Renseignements : Isabelle Graber
Cheffe Communication SRC
058 462 76 98